

Géographie et histoire : une terre de contrastes

À 6 700 km de la France métropolitaine, au milieu de l'arc antillais, la Guadeloupe se présente sous la forme d'un archipel de 1 628 km² dont six îles sont habitées. La Basse-Terre et la Grande-Terre constituent la Guadeloupe dite « continentale ». Les Saintes (Terre de Haut et Terre de Bas), la Désirade et Marie-Galante sont les autres îles habitées de la Guadeloupe. La Guadeloupe se trouve dans une zone de forte sismicité et cyclonique.

Colonialisme et esclavagisme ont laissé des traces douloureuses dans la société guadeloupéenne. Aux yeux de certains, le passé esclavagiste est insuffisamment reconnu par la France. Ce contexte douloureux, ces repères historiques parfois manquants, sont prégnants dans la Guadeloupe d'aujourd'hui. La société guadeloupéenne se trouve partagée entre la recherche de son identité (au risque d'un isolement plus grand) et son attachement à la société française (au risque de se sentir « absorbée »). Peut-être ce contexte est-il à l'origine de la crainte, relevée par certains, d'une ouverture réelle de la société guadeloupéenne en direction de la Caraïbe et du monde...

Le territoire guadeloupéen : une région, un archipel

Depuis 2003, la Guadeloupe est l'un des Départements-région d'Outre-mer (DROM) français. Elle est composée de 32 communes. Au regard de l'Europe, la Guadeloupe est l'une des sept régions ultra périphériques (RUP). Cette appartenance se traduit par des mesures de protection des productions locales ou par l'adaptation des réglementations (octroi de mer). Les DOM sont aussi bénéficiaires des fonds structurels européens.

Le caractère archipélagique de la Guadeloupe donne une importance toute particulière aux transports. Avec la mise en place du schéma départemental des transports, les transports en commun routiers sont en cours de développement et de professionnalisation. Par ailleurs, un million de passagers maritimes utilise chaque année les liaisons inter-îles. Le développement des transports collectifs routiers ou maritimes constitue un enjeu fort pour éviter l'asphyxie du réseau routier et pour renforcer la cohésion sociale.

La construction de logements est un autre aspect de l'aménagement du territoire. Pour différentes raisons (rénovation, résorption de l'habitat insalubre, dégâts dus aux événements naturels, décohabitation), on construit beaucoup en Guadeloupe. Si le confort des logements s'est nettement amélioré, il reste encore des logements insalubres ou dépourvus du confort élémentaire. Un important plan de rénovation urbaine est en cours dans l'agglomération pointoise. Par ailleurs, 70 % des logements insalubres font l'objet d'une opération de résorption. Enfin, avec près de 30 000 logements, le parc locatif social représente 57 % du parc locatif global.

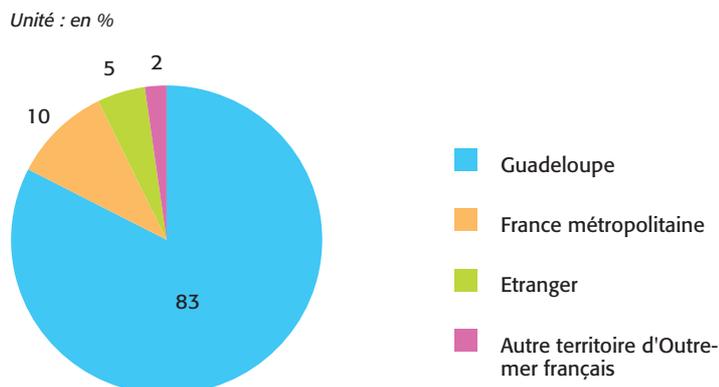
En Guadeloupe, le besoin en logements reste élevé. Il nécessitera un arbitrage entre les contraintes du foncier engendrées par l'étroitesse du territoire et les exigences induites en matière de surfaces agricoles exploitables.

Une société multiculturelle, des niveaux de vie et de formation très inégaux

De par son histoire, la Guadeloupe est une terre de métissage. La société guadeloupéenne est donc une société hybride et multiculturelle. En 2007, 401 000 personnes résident en Guadeloupe. Parmi elles, 331 000 sont nées en Guadeloupe et 41 000 en France métropolitaine.

Quatre Guadeloupéens sur cinq nés dans l'archipel

Répartition des Guadeloupéens par lieu de naissance



Source : Recensement de la population 2007 – Insee

La synthèse

Guadeloupe : diagnostic, trajectoires et enjeux

01

La synthèse

Le contexte

Le territoire

La société

La démographie

L'économie

Le marché du travail

Le tourisme

L'environnement Caribéen

Le développement durable

Les annexes

Entre 2002 et 2007, 18 200 personnes âgées de cinq ans ou plus sont venues de métropole. Parmi ces nouveaux arrivants, un tiers sont des natifs de Guadeloupe. Les retraités représentent seulement 21 % du total de ces natifs de retour « au pays ». Les actifs en emploi (42 %) sont davantage représentés. Enfin, composante principale de la « diaspora » guadeloupéenne, 117 000 natifs résident en métropole dont deux tiers en Île-de-France.

La structure familiale guadeloupéenne évolue. Entre 1999 et 2007, le nombre des familles de trois enfants ou plus a baissé de 15 %, celui des familles sans enfant a progressé d'autant. Une famille guadeloupéenne sur trois est monoparentale, soit trois fois plus qu'en France métropolitaine. Ces familles, dont neuf fois sur dix le chef est une femme, sont souvent économiquement vulnérables : un quart d'entre elles vivent sous le seuil de bas revenus. Quatre enfants guadeloupéens sur dix vivent dans une famille monoparentale. Leur taux de scolarisation est plus faible et les sans-diplôme sont plus nombreux parmi eux.

Le niveau de vie s'est amélioré en Guadeloupe. Mais ce sont les ressources des ménages les plus aisés qui ont augmenté le plus vite. De ce fait, les inégalités se sont accrues sur la période récente (2001-2006). En 2007, 70 % des foyers fiscaux ne sont pas imposés contre 50 % en France métropolitaine (hors IDF). En Guadeloupe, la redistribution s'opère principalement par le versement des prestations sociales. La proportion de ménages vivant sous le seuil de bas revenus est divisée par 2,5 à l'issue du versement des prestations sociales. Après prélèvements et transferts sociaux, la part des ménages vivant sous ce seuil est de 20 %.

En 2007, malgré une amélioration récente, le niveau de formation de la population guadeloupéenne reste faible. 42 % des Guadeloupéens sortis du système scolaire n'ont pas de diplôme, deux fois plus qu'au niveau national. Au 1^{er} janvier 2009, 48 000 personnes âgées de 16 à 65 ans, soit 20 % des Guadeloupéens de cette tranche d'âge, sont en situation d'illettrisme. Un plan de lutte contre l'illettrisme a été mis en place début 2011. Il a pour objectif de diviser par deux l'écart avec la France métropolitaine en cinq ans.

Sur la période 2000-2009, l'inflation est demeurée modérée. Les prix à la consommation ont augmenté à un rythme moyen de 1,8 % l'an (+1,7 % en métropole, +2,2 % dans la zone euro). Cependant, la vie est plus chère en Guadeloupe. En mars 2010, le niveau général des prix à la consommation était supérieur de 8,3 % au niveau métropolitain. Les écarts de prix entre la Guadeloupe et la France métropolitaine sont très marqués sur les produits alimentaires. Le niveau des prix est fonction de la libre concurrence mais il est aussi lié à la nature du

marché guadeloupéen, étroit et isolé. L'amélioration passera sans doute par l'élargissement au marché caribéen, l'accroissement de la productivité du transport (taille des bateaux, leur remplissage au retour) et aussi par une évolution du modèle de consommation favorisant la production locale.

Viellissement de la population et migrations, les deux défis à venir

Au premier janvier 2008, la Guadeloupe abrite 401 800 habitants. Avec une progression de 0,5 % par an entre 1999 et 2008, sa population augmente moins vite que celle de la métropole (0,7 % par an).

La Guadeloupe a connu une transition démographique exceptionnellement rapide. En cinquante ans, on est passé de 5,5 enfants par femme à 2,3 enfants. Sa population reste jeune : en 2007, 31 % a moins de 20 ans, contre 24 % de celle de la France métropolitaine. Cependant, elle vieillit : en 1990, les jeunes représentaient 36 % de la population. Cette évolution est la résultante de plusieurs effets : la baisse de la natalité, le départ des jeunes et l'arrivée de retraités. Entre 2002 et 2007, un quart des jeunes guadeloupéens de 15 à 30 ans est parti en métropole. Après 40 ans, le solde migratoire redevient positif grâce notamment à l'arrivée de nombreux retraités.

Les étrangers, essentiellement des Caribéens, sont peu nombreux en Guadeloupe. En 2007, 4,3 % de la population guadeloupéenne est de nationalité étrangère, un taux équivalent à celui de la France des régions. En 2040, la Guadeloupe aurait quasiment le même nombre d'habitants qu'aujourd'hui. Le vieillissement s'accroîtrait fortement. Avec un âge moyen de 48 ans, la Guadeloupe serait la troisième région la plus âgée de France alors qu'aujourd'hui elle figure parmi les plus jeunes. En 2040, les plus de 80 ans devraient être quatre fois plus nombreux : un réel défi pour l'offre de soins. Aux Antilles-Guyane, la densité médicale est en effet inférieure d'un tiers à la densité nationale. En 2040, compte tenu de la démographie médicale, elle baisserait encore.

Une économie tertiarisée encore loin du niveau de richesse national

Phénomène de rattrapage, entre 1993 et 2008, la croissance économique a été plus soutenue en Guadeloupe qu'en France métropolitaine. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) par habitant qui ne dépassait pas 37 % du niveau national en 1994 en représentait 60 % en 2005. Depuis, avec 17 900 euros par Guadeloupéen en 2008,



cet écart reste stable. Au palmarès des régions françaises, la Guadeloupe ne devance que la Réunion et la Guyane. Les moins riches des régions métropolitaines ont des PIB par habitant de 22 % plus élevés.

Pour expliquer ce modèle économique, certains experts ont évoqué le terme d'« économie sous serre ». Les surcoûts et handicaps (coûts de transport, étroitesse du marché...) qui frappent les DOM sont compensés par des dispositifs de soutien et de protection contre la concurrence. Mais est-ce la fin d'un modèle ? Après une première alerte en 2008, la Guadeloupe s'enfonce en 2009 dans une profonde récession. Son PIB chute de 4,8 %, nettement en dessous de la moyenne nationale et les premiers éléments pour 2010 dénotent une situation très fragile.

De par son insularité, la Guadeloupe dépend fortement de ses échanges avec l'extérieur. En 2009, la Guadeloupe a exporté pour 206 millions d'euros et importé pour 2 milliards d'euros. Elle échange principalement avec la France métropolitaine et les autres départements français d'Amérique. La création et le développement d'un Grand marché antillais, constitué de la Guadeloupe et de la Martinique, permettraient à leurs entreprises de disposer d'un « terrain de jeux » plus vaste et d'amortir leurs investissements.

L'économie régionale est marquée par le poids du tertiaire (y compris l'administration). Ce secteur d'activité fournit quatre cinquièmes des emplois comme de la valeur ajoutée. A l'image des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par une très forte présence des services administrés. En 2007, ces derniers contribuent pour un tiers de la valeur ajoutée régionale, soit dix points de plus qu'en moyenne nationale. Cette surreprésentation n'est pas spécifique : les services administrés constituent 30 % de la valeur ajoutée en Corse et 28 % en Limousin. Insularité et étroitesse du territoire se conjuguent pour accentuer le coût des services publics. Quoique moins présents qu'au niveau national, les services aux entreprises se développent fortement. A l'inverse, le secteur du commerce s'effrite.

L'agriculture reste un secteur indispensable en Guadeloupe mais elle est en perte de vitesse. L'activité agricole repose sur deux piliers : les cultures de la canne à sucre et de la banane.

Peu développée, l'industrie guadeloupéenne dégage 5 % de la valeur ajoutée régionale, la plus faible propor-

tion des régions françaises. L'agroalimentaire (productions de sucre et de rhum) et les biens de consommation prédominent. Avec une part dans la valeur ajoutée de 9 %, le BTP est un secteur important dans la région. Traditionnellement pourvoyeur d'emplois, il est en repli du fait du ralentissement de la commande publique dont il est largement tributaire. Enfin, le secteur des transports emploie 3 700 salariés répartis dans 1 800 entreprises dont 82 % n'emploient pas de salarié.

Le tissu économique de la Guadeloupe se distingue en effet par une forte proportion de petites entreprises. En 2008, 85 % des établissements n'ont pas de salarié. Les créations d'entreprises sont très nombreuses dans la région. En Guadeloupe comme ailleurs, la mise en place du nouveau statut d'auto-entrepreneur a fait exploser leur nombre : 5 330 créations d'entreprises en 2010, soit 9 % de plus qu'en 2009. En 2010, deux créateurs d'entreprise sur cinq sont des auto-entrepreneurs. La plupart du temps, on crée son entreprise pour créer son propre emploi.

Le marché du travail : des handicaps structurels

Le niveau de l'emploi est faible en Guadeloupe. En 2010, le taux d'emploi atteint 48 % contre à 64 % en France métropolitaine. Pourtant, entre 1982 et 2005, la croissance a généré de nombreux emplois supplémentaires. Qui dit manque d'emplois dit chômage. Son ampleur en Guadeloupe tient aussi à la forte croissance de la population active (+61 % sur la période). En 2010, le taux de chômage atteint 23,8 %, soit deux fois et demi celui de la métropole. Le chômage est étroitement lié au niveau de formation. Un tiers des 15-64 ans sans diplôme sont au chômage contre 8 % des personnes ayant un diplôme universitaire. Plus de la moitié des jeunes de moins de 30 ans se trouve au chômage. Aux 39 500 chômeurs viennent s'ajouter 17 000 personnes qui souhaitent travailler mais qui par découragement ou par manque de disponibilité sont sortis du marché du travail.

Certaines professions sont vieillissantes : 20 à 25 % des chefs d'entreprises de dix salariés ou plus, des professions libérales, des agriculteurs, des ouvriers agricoles, des artisans-commerçants, des cadres de la fonction publique ont plus de 55 ans. Toutefois, ce vieillissement peut s'avérer un atout : il faudra bien remplacer ceux qui partent en retraite.

La synthèse

Guadeloupe : diagnostic, trajectoires et enjeux



La synthèse

Le contexte

Le territoire

La société

La démographie

L'économie

Le marché du travail

Le tourisme

L'environnement Caribéen

Le développement durable

Les annexes

La Guadeloupe et le tourisme : un sentiment d'inachevé

Bénéficiant d'une situation privilégiée, la Guadeloupe ne semble pourtant pas avoir exploité complètement son potentiel touristique. En 2008, elle était classée au 12^e rang des destinations touristiques dans les Antilles.

En 2010, l'activité touristique redémarre. Le nombre de passagers augmente de 6 % à l'aéroport international Pôle Caraïbes. Avec 17 % de clients supplémentaires, la fréquentation hôtelière augmente aussi. Enfin, malgré un tassement récent dû aux crises, le tourisme de croisière est en progression.

En 2009, les liaisons aériennes avec la France métropolitaine ont assuré le départ de 364 000 touristes ayant séjourné en Guadeloupe. Les résidents de France métropolitaine représentent l'immense majorité des touristes de séjour (95 %). En termes d'hébergement, les touristes se répartissent quasiment à part égale entre l'hôtellerie, les gîtes ou meublés et enfin la famille ou les amis pour les touristes dits « affinitaires ».

La destination Guadeloupe dispose d'atouts touristiques certains. Pour les Européens et notamment les francophones, c'est une destination « rassurante ». Elle dispose d'infrastructures et de capacités d'accueil importantes. Sa dimension archipélagique peut lui permettre d'offrir une grande variété de produits touristiques. Au chapitre des faiblesses figurent une grande dépendance touristique vis-à-vis de la France métropolitaine, un professionnalisme parfois insuffisant des acteurs du tourisme et une certaine difficulté à accepter le « tout tourisme » pour la population guadeloupéenne.

La Guadeloupe dans son environnement régional

L'espace Caraïbe rassemble 38 pays ou territoires et 270 millions d'habitants. La Guadeloupe se positionne au 19^e rang en termes de population et au 6^e pour le Produit intérieur brut (PIB) par habitant. Ses échanges sont faibles et peu diversifiés avec la zone Caraïbe.

Développer une ouverture internationale permettrait aux entreprises guadeloupéennes de s'affranchir de l'étroitesse de leur marché local. Dans cette perspective, un important projet d'accroissement des capacités du Port autonome de Guadeloupe est envisagé. La hausse du trafic de transbordement enregistrée ces dernières an-

nées s'accompagne d'une augmentation de la taille des navires. Le PAG doit pouvoir s'adapter aux nouvelles perspectives pour capter une partie de ce potentiel de transbordement et éviter une baisse de la qualité de la desserte maritime de la Guadeloupe.

L'environnement et le développement durable, des domaines à investir

De par sa biodiversité élevée, l'environnement naturel de la Guadeloupe est fragile. La région est confrontée à des risques naturels (cycloniques et telluriques) importants. Selon la norme française, la Guadeloupe est classée au niveau maximal au regard du risque sismique.

Les îles et les archipels sont confrontés à des difficultés multiples dans la gestion des déchets produits par les populations et leurs activités. La Guadeloupe n'échappe pas à cette règle et a un lourd passif en la matière. Le tri sélectif et le traitement des déchets sont encore embryonnaires dans la région. Le Plan départemental des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) a notamment pour objectif de valoriser 80 % des déchets en 2020 contre 5 % aujourd'hui.

Afin de préserver l'avenir des générations futures et de réduire la dépendance énergétique, la Guadeloupe doit s'orienter vers un développement durable. Cela passe par celui des énergies renouvelables (géothermie, hydroélectricité, biomasse, éolien, solaire). Représentant 14 % de la production totale en 2008, leur part a progressé de dix points en dix ans. D'autres pistes existent comme réduire l'énergie consommée dans les transports en développant les transports en commun routiers et maritimes.

L'agriculture a également un impact sur l'environnement. En 2011, la Guadeloupe paie toujours un lourd tribut à l'utilisation passée de la chlordécone, un pesticide qui a gravement pollué de nombreuses terres agricoles. Le plan Ecophytodom vise à réduire de moitié l'usage des pesticides dans l'agriculture d'ici à 2018.

Enfin la gestion de la ressource en eau est également un élément incontournable dans un archipel. En Guadeloupe, en raison de la vétusté des réseaux, seulement 53 % de l'eau potable arrive au robinet des usagers. Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) permettra d'améliorer l'assainissement, de lutter contre les pollutions et de faire face aux besoins en eau de la population guadeloupéenne.